

L'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS TERTIAIRES DANS L'OUEST DU CAMEROUN

Jacques CHAMPAUD
Géographe à l'O.R.S.T.O.M.

Summary

The presence of tertiary sector facilities is considered as one of the characteristic factors of the existence of cities and of their grading. We are nevertheless poorly informed about the degree of use of these facilities by town citizens and country folk. For our study, we have taken into consideration two types of facilities : hospitals on the one hand, and high schools and privata schools on the other.

The maps showing the recruiting zones of these establishments require several comments : the zones coincide more or less with the department frontiers within which they are situated. However, when these facilities are located outside the cities, their operating range is much more limited, in spite of their quality and their location along busy roads and highways.

A hospitalization index has been established for each district (« chieftaincy », canton, grouping or town) of the zones studied by setting at 1,000 inhabitants the number of hospital cases coming from each one. The towns and the adjacent areas have the highest indexes of frequentation, while the lowest indexes refer to the outlying regions; almost all of the zones possessing high indexes are less than 15 kilometers from the hospital establishments.

The school attendance index (number of pupils following secondary education for 10,000 inhabitants) shows a similar pattern, but the Muslim character of the Bamoun department is responsible for school attendance that is lower than the remainder of the region.

A more detailed study, made at the Bafoussam high school shows moreover that school attendance of boys is relatively high among farmer families (63,5 % of the high school pupils). Among the girls, on the other hand, only 37 % come from the point of view of secondary colonization.

All in all, the urban facilities are rather widely used by country folk; but the West of Cameroun is a unique case as respects urbanization, which involves very densely populated areas, a large monetary circulation, and a tight network of urban centers.

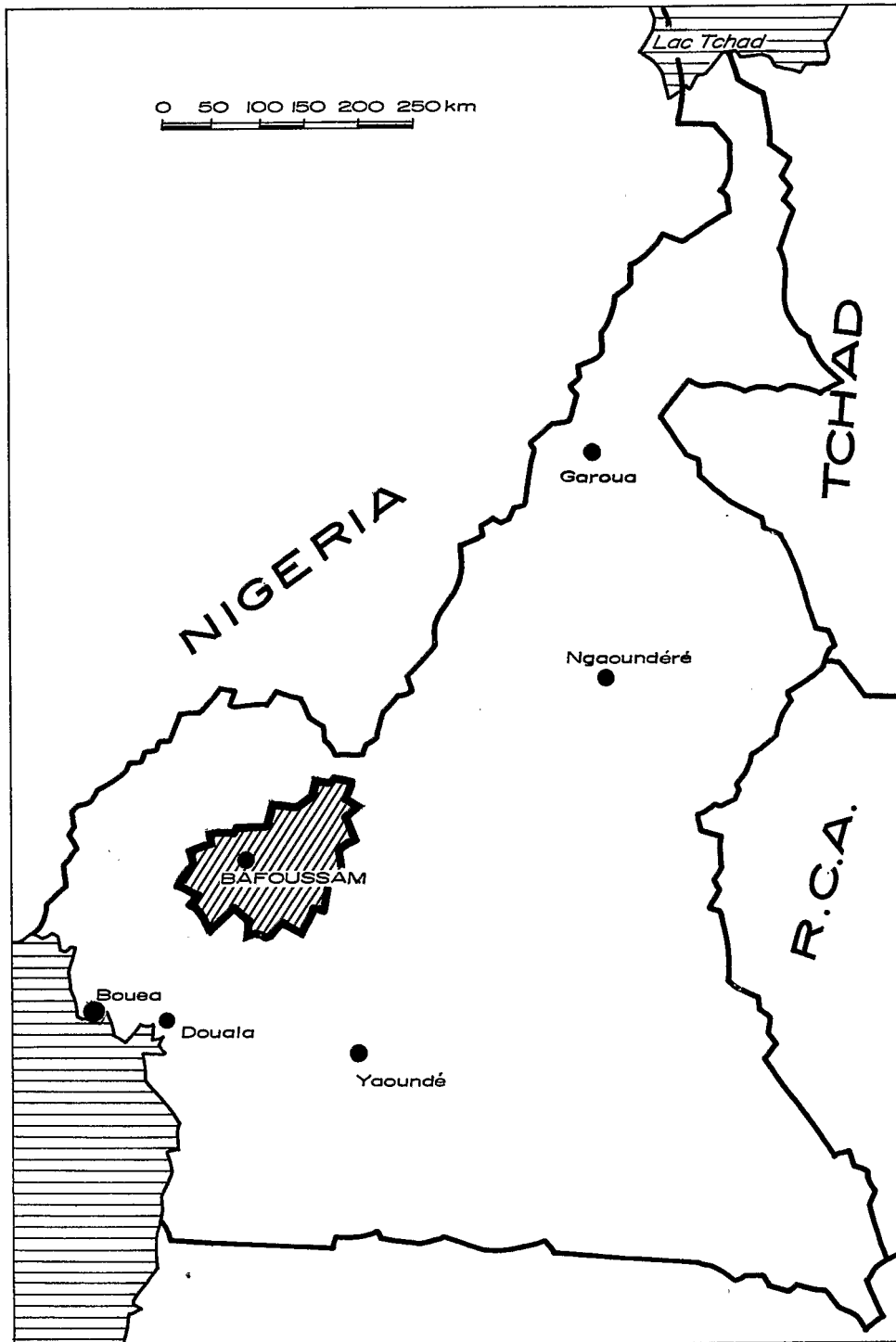
Résumé

La présence d'équipements du secteur tertiaire est considérée comme l'un des facteurs caractéristiques de l'existence des villes et de leur hiérarchisation. On est cependant mal renseigné sur le degré d'utilisation de ces équipements par les citadins et les ruraux. Deux types d'équipement ont été ici pris en considération : les hôpitaux d'une part, les lycées et collèges de l'autre.

Les cartes représentant les zones de recrutement de ces établissements appellent plusieurs remarques : elles coïncident à peu de choses près avec les limites de départements où ils sont implantés. Cependant lorsque les équipements sont situés hors des villes, leur rayonnement est beaucoup plus limité, en dépit de leur niveau et de leur situation au bord d'axes routiers bien fréquentés.

Un indice d'hospitalisation a été calculé pour chaque circonscription (chefferie, canton, groupement ou ville) de la zone considérée; en rapportant à 1 000 habitants le nombre d'hospitalisés venant de chacune.

u. oct. 1972
O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire
N° : 5652
Cote : B



Les villes et les unités limitrophes ont les indices de fréquentation les plus élevés, cependant que les indices les plus faibles correspondent à des zones périphériques : à peu près toutes les zones d'indice élevé sont à moins de 15 km des établissements hospitaliers.

L'indice de scolarisation (nombre d'élèves de l'enseignement secondaire pour 10 000 habitants) présente une physionomie voisine, mais le caractère musulman du département Bamoun est responsable d'une fréquentation scolaire inférieure au reste de la région.

Une enquête plus détaillée effectuée au lycée de Bafoussam montre par ailleurs que la scolarisation des garçons est relativement élevée parmi les cultivateurs (63,5 % des lycéens). Chez les filles par contre, 37 % seulement viennent d'un milieu rural. Les fonctionnaires constituent un milieu privilégié du point de vue de la scolarisation secondaire.

Au total les équipements urbains sont assez largement utilisés par les ruraux mais l'ouest du Cameroun présente une situation originale au regard de l'urbanisation, qui repose sur des densités très élevées, une large circulation monétaire, et se manifeste par un maillage serré de centres urbains.

Il est couramment admis, à la suite des nombreux travaux sur les places centrales dont W. Christaller fut l'initiateur, que la notion de centre urbain est liée étroitement à la présence de « services » ou d'équipements du secteur tertiaire. Participe au phénomène urbain, est considérée comme place centrale, toute agglomération qui se distingue des villages par l'existence d'organismes ou d'équipements desservant une population plus large que la sienne propre. Dans divers pays, on a classé les centres urbains en calculant des indices caractéristiques basés sur ces fonctions : leur présence, leur nombre, leur répartition entre secteur public et secteur privé, le pourcentage de population active qui se rattache à chacune d'elles permettent d'établir une hiérarchie de ces centres en leur donnant un poids plus ou moins grand.

Une question demeure cependant, à laquelle peu de réponses ont été apportées jusqu'à présent. Parmi les services qui s'adressent à une clientèle (en excluant, donc, les services administratifs), quels sont ceux qui touchent uniquement la population habitant l'agglomération, quels sont ceux qui atteignent, et dans quelle proportion, une population plus large ? Le problème est important pour l'avenir même des pays en voie de développement : il s'agit de savoir en effet si l'urbanisation accélérée qui est une caractéristique commune à ces pays est un phénomène parasite ou irradiant, autrement dit si l'essor urbain s'accompagne de la concentration d'équipements au seul bénéfice des villes elles-mêmes ou bien si ceux-ci ont une portée qui profite de manière identique aux campagnes.

En première approche, et en étant conscient du caractère incomplet qu'elle représente, nous avons choisi d'étudier deux types d'équipements caractéristiques d'une certaine « modernité », les hôpitaux et les établissements d'enseignement secondaire. La zone étudiée ici correspond à la région Ouest du Cameroun (les cinq départements bamiléké et le département bamoun) et au Nord des départements du Mungo et du Nkam. Les limites régionales sont nettes au Nord-Ouest (Etat anglophone du Cameroun Occidental) et à l'Est (une immense zone peu peuplée s'étend entre Foumban et Ngaoundéré); au Sud, l'obstacle du rebord du plateau, couvert de forêts, n'est franchi que par la route de Yaoundé, mais Bafia est suffisamment éloignée et mal équipée pour ne pas concurrencer Bangangté. Au Sud-Ouest par contre la « coulée » du Mungo, marquée par l'axe routier et ferroviaire, par une forte immigration et un chapelet régulier de petites villes, ne présente pas de solution de continuité entre le pays bamiléké et Douala.

Etablissements hospitaliers et scolaires sont largement distribués dans la région, et chaque préfecture possède son hôpital et son collège. Seuls cependant les lycées de Bafoussam et de Nkongsamba permettent d'effectuer une scolarité secondaire complète; les collèges de Bafang et de Bafou, en outre, vont jusqu'à la classe de première. Les hôpitaux ou collèges privés relèvent soit de particuliers (collèges dits « privés laïcs »), soit des missions : le C.E.B.E.C. (Conseil des Eglises Baptistes et Evangéliques du Cameroun) possède des hôpitaux et des

collèges à Foumban, Bangwa, Bandjoun et Ndoungué; Ad Lucem (organisme missionnaire catholique) gère les hôpitaux de Mbouda, Bandjoun et Bafang; les collèges catholiques dépendent du diocèse de Nkongsamba.

Quelques-uns de ces établissements sont situés hors des villes, à proximité des missions qui ont été à leur origine : ainsi le collège de Bafou, le collège et les deux hôpitaux de Bandjoun, l'hôpital de Bangwa, les deux collèges et l'hôpital de Ndoungué.

La concurrence qui régnait autrefois entre les missions elles-mêmes et avec l'Etat aboutit parfois à des suremplois évidents : ainsi sur les cinquante kilomètres qui séparent Bafoussam de Bangangté, on ne rencontre pas moins de cinq hôpitaux. Encore faut-il ajouter qu'au moment de l'enquête, quatre nouveaux établissements, publics, étaient en cours de construction, à Mbouda, Bafang, Foumbot et Bangangté. Si l'équipement matériel des hôpitaux n'est pas toujours très fourni, du moins l'effectif du personnel est-il satisfaisant (un médecin-chirurgien au moins dans chaque formation, assisté d'infirmiers généralement bien formés). Le niveau des établissements secondaires est par contre beaucoup plus divers et bien des collèges privés notamment, surtout parmi ceux qui appartiennent à des particuliers, ne sont pas en mesure d'assurer un enseignement de qualité. Le besoin de scolarisation est si grand cependant qu'ils ne sont jamais à court d'élèves, malgré le prix élevé des études.

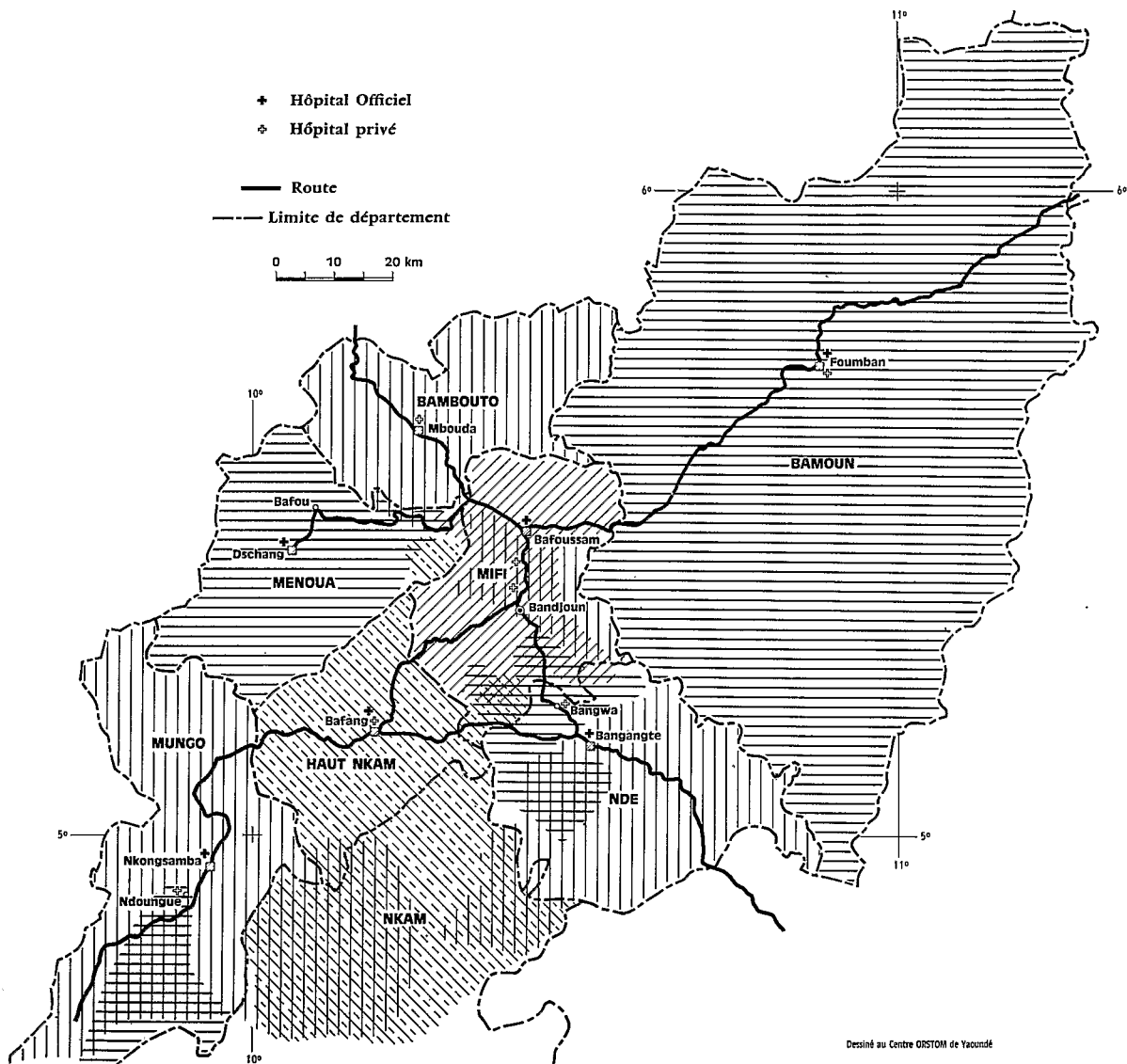
L'enquête que nous avons effectuée a consisté à relever sur les registres d'entrée des treize hôpitaux les adresses des malades hospitalisés, et, dans les vingt-trois lycées et collèges le domicile des parents des élèves. Pour chaque unité territoriale (ville, chefferie ou groupe-ment) on a ensuite déterminé le lieu de polarisation, et le taux d'utilisation par rapport à la population. Les résultats en ont été traduits sur deux sortes de cartes.

I. — LA PORTÉE DES ÉQUIPEMENTS

Sur les cartes 1 et 2 ont été inscrites les zones de recrutement des hôpitaux et des collèges, en cumulant les établissements d'une même ville. Dans chaque circonscription, on a retenu une polarisation vers un centre lorsque le quart au moins des effectifs scolarisés ou hospitalisés allait vers ce centre.

1. — Le recrutement hospitalier.

La carte n° 1 montre que la zone de recrutement de chaque hôpital correspond, à peu de choses près, à l'étendue du département où il est situé. La coïncidence est nette pour la Ménoua, les Bambouto (les hôpitaux de Dschang et de Mbouda par exemple reçoivent de leurs départements respectifs 86 % de leur clientèle), la Mifi et le Bamoun. Ce dernier constitue à bien des points de vue, et notamment par son peuplement, un ensemble original et bien séparé du reste de la région; l'influence des hôpitaux de Foumban déborde vers le Nord-Est sur la plaine Tikar, qui économiquement se rattache au Bamoun. Le Nord du Nkam, qui ne possède pas d'hôpital et n'est relié par la route qu'au pays bamiléké, est partagé entre Nkongsamba, Bafang et Bangangté. A l'intérieur de la zone d'influence de l'hôpital officiel de Bafoussam, une proportion notable d'habitants du centre du département fréquente les deux établissements privés de Bandjoun. Le Ndé est partagé entre Bangangté (qui jusqu'aux constructions récentes n'avait qu'un équipement sommaire) et Bangwa, situé près d'une chefferie importante, et dont le rayon d'action couvre également le Sud de la Mifi. Le Nord du Mungo est naturellement sous la dépendance de Nkongsamba, Ndoungué n'exerçant qu'une



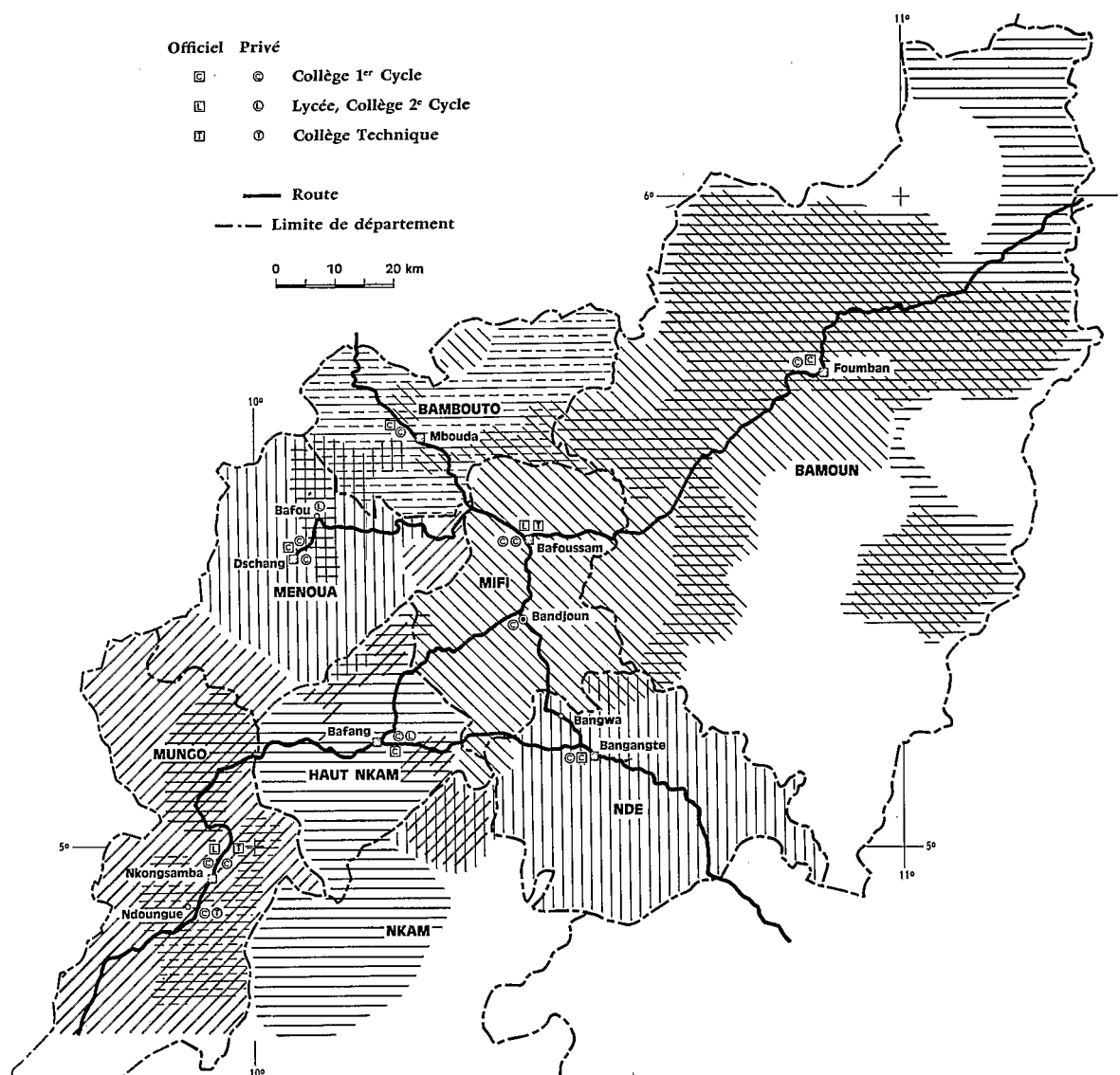
CARTE 1. — Recrutement des hôpitaux

influence partielle et limitée à son environnement immédiat. Mais il n'est pas possible de donner une limite, vers le Sud, à sa portée, qui doit être contrebalancée par celle de Mbanga et, plus encore, de Douala.

2. — Le recrutement scolaire.

La carte des zones d'influence scolaire répète, pour l'essentiel, celle du recrutement hospitalier. Mais les différences de niveau et de situation entre les établissements apportent

quelques retouches au schéma précédent. Mbouda recrute à peu près exclusivement dans son département (81 % des élèves du CEG viennent des Bambouto). La proportion n'est que de 62 % au CEG de Bangangté mais il est vraisemblable qu'une bonne partie des élèves domiciliés hors du Ndé sont originaires de ce département, l'un des plus touchés par l'émigration. La partie méridionale de la Ménoua échappe à Dschang, qui, par contre, étend son influence sur le Sud-Est des Bambouto. Le collège catholique de Bafou, bien que doté d'une classe de première, n'a qu'un rayonnement réduit à ses environs immédiats : 82 % des élèves habitent Bafou ou Dschang. De même les collèges de Ndoungué et de Bandjoun ne recrutent que dans un rayon très restreint et ne peuvent concurrencer les établissements de Nkongsamba



CARTE 2. — Recrutement des Lycées et Collèges

et de Bafoussam. Foumban, de son côté, n'arrive pas à couvrir l'ensemble du département Bamoun. La ville de Bafang par contre a une influence qui déborde quelque peu les limites de son département, vers le Nord du Nkam et du Mungo. Les zones d'influence les plus étendues sont, comme il est normal, celles de Bafoussam et de Nkongsamba, seules à posséder un lycée complet, un collège technique et plusieurs collèges privés. Le rayonnement de Nkongsamba atteint une partie du Haut-Nkam et deux chefferies de la Ménoua, celui de Bafoussam s'étend largement sur le Bamoun et sur plusieurs chefferies des Bambouto.

3. — De l'examen de ces deux cartes, on peut tirer les conclusions suivantes :

— A quelques nuances près, dues surtout aux différences de types d'établissements, les zones d'influences des hôpitaux et des lycées ou collèges ont une physionomie identique, et sont calquées, pour l'essentiel, sur les limites des départements. Celles-ci sont donc de véritables limites géographiques.

— Les formations implantées hors des villes, à Bafou, Bandjoun, Bangwa, Ndoungué, ont un rayonnement beaucoup plus limité que celles qui sont en ville. Elles sont cependant au bord d'axes routiers très fréquentés et ne sont pas moins bien équipées que ces dernières.

— On peut donc souligner le caractère cumulatif des équipements tertiaires : les habitants vont plus facilement à la ville parce qu'ils y trouvent non seulement les soins ou la scolarisation qu'ils recherchent, mais aussi les services administratifs, la coopérative, les commerçants dont ils ont besoin.

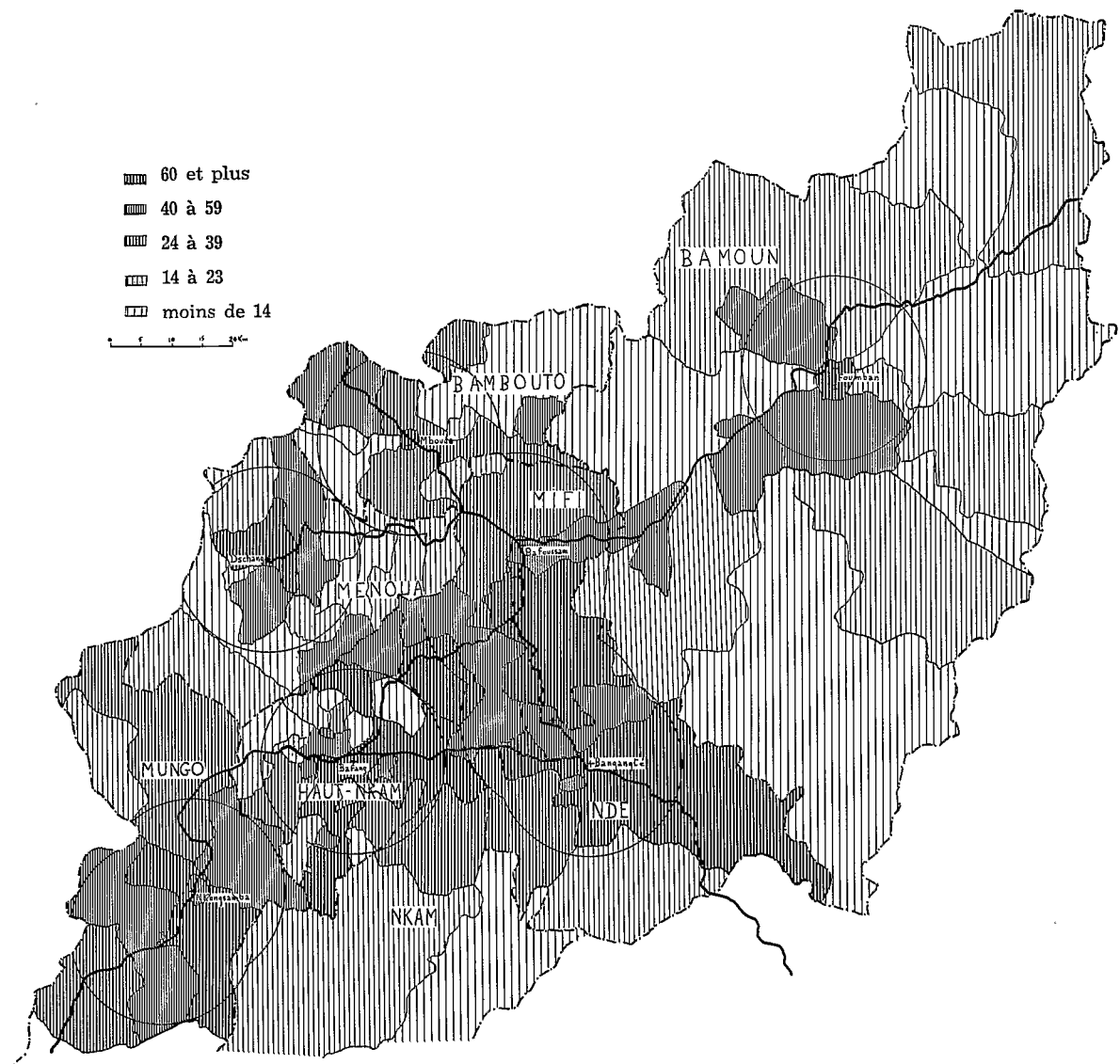
— Enfin pour les villageois, il est plus facile de trouver en ville un parent ou un ami de la même chefferie qui pourra héberger un adolescent ou rendre visite à un malade : toutes les villes de l'Ouest ont une population originaire de toutes les chefferies, alors que le peuplement est au contraire très homogène à proximité des équipements situés dans les campagnes. Ce simple fait cependant introduit déjà une disparité entre le citadin qui a les services à proximité, et le campagnard qui doit, lui, se déplacer. Cela se traduit-il par une différence dans l'utilisation de ces équipements ?

II. — L'UTILISATION DES ÉQUIPEMENTS

Deux cartes ont été réalisées pour montrer le degré d'utilisation des hôpitaux et des lycées et collèges. Dans le premier cas, on a calculé un indice d'hospitalisation en rapportant à 1 000 habitants le nombre de patients domiciliés dans chaque circonscription. Dans le second, on a calculé un indice semblable mais sur 10 000 habitants pour éviter les décimales. Soulignons que ces indices n'ont qu'une valeur relative : outre les omissions ou erreurs qu'ils peuvent recouvrir, ils ne prennent en compte que les établissements situés dans la région. Ils sont donc inférieurs à la fréquentation réelle puisque des personnes domiciliées dans l'Ouest sont hospitalisées ou scolarisées dans d'autres villes du Cameroun. Le raisonnement repose sur l'hypothèse que ce dernier phénomène touche de manière identique les villes et les campagnes, ainsi que les différentes parties de la région. Seule une étude portant sur tous les établissements de la République Fédérale donnerait une réponse sûre. Dans la mesure cependant où l'on a tenu compte dans le relevé non pas du lieu de naissance, mais du domicile, il nous semble que le raisonnement ne doit pas en être faussé.

1. — L'indice d'hospitalisation.

Un calcul des indices d'hospitalisation par département fait ressortir des différences assez faibles entre eux : on compte 58 hospitalisés pour 1 000 habitants dans le Haut-Nkam, 51 dans le Ndé, 48 dans la Mifi, 40 dans le Bamoun, 39 dans la Ménoua, 36 dans les Bambouto et 35 dans le Nord du Mungo. L'éventail est beaucoup plus ouvert si on considère les 138 unités de base. Les indices ont été reportés sur la carte n° 3, en les groupant en cinq classes d'effectifs égaux (27 ou 28 unités par classe).



CARTE 3. — Taux d'hospitalisation (pour 1 000 hab.)

Dans la première classe, correspondant à la « consommation hospitalière » la plus forte, on trouve la plupart des villes (sauf Bafoussam et Nkongsamba qui sont dans la seconde), et des chefferies proches d'un hôpital et reliées à la ville par une route à grande circulation. Plusieurs chefferies du Haut-Nkam ne répondent pas à ces critères, mais il s'agit souvent de circonscriptions peu peuplées dont les indices peuvent varier d'une année à l'autre.

La deuxième classe regroupe, outre Bafoussam et Nkongsamba, des unités qui, pour la plupart, avoisinent celles de la catégorie précédente. On y trouve notamment des chefferies proches de Dschang et de Foumban, et à peu près toutes celles du triangle Bafoussam-Bafang-Bangangté qui ne figurent pas déjà dans la première catégorie; cette dernière zone est très densément peuplée et bien desservie par un bon réseau de routes et de pistes qu'emprunte un trafic intense.

Les classes IV et V, à l'opposé, correspondent nettement aux parties périphériques de chaque département, et les chefferies qui y figurent sont pour la plupart mal reliées aux hôpitaux (moins par manque de routes praticables que par la rareté des liaisons). Dans les départements Bamoun et Ménoua, par exemple, le contraste est net entre les zones proches de la préfecture et la périphérie.

Quelle explication peut-on donner à cette répartition ?

La première remarque est que toutes les préfectures se trouvent dans les deux classes de forte consommation hospitalière. Par contre les sous-préfectures et chefs-lieux de districts ne paraissent pas être mieux loties, Foumbot mise à part, que les zones rurales. Parmi celles-ci, on retrouve la totalité des indices. Plusieurs corrélations ont été recherchées : la densité de population ne fournit aucun élément d'explication générale (cependant les circonscriptions ayant moins de 25 habitants par kilomètre carré ont à peu près toutes des indices inférieurs à 23); il en est de même de la culture du café arabica, produit riche et principale ressource des paysans habitant les plateaux de l'Ouest. La seule corrélation possible nous paraît ressortir de l'examen de la carte, où l'on constate une opposition entre zones proches des hôpitaux et zones périphériques. Le tableau ci-dessous reproduit ces données.

classes	(1)	(2)	(3)	Totaux
I	15	2	11	28
II	16	4	8	28
III	10	3	14	27
IV	2	8	18	28
V	1	4	22	27
Totaux	44	21	73	138

(1) Circonscriptions possédant un hôpital ou limitrophes de ces dernières.

(2) Circonscriptions non limitrophes mais situées sur un grand axe de communication.

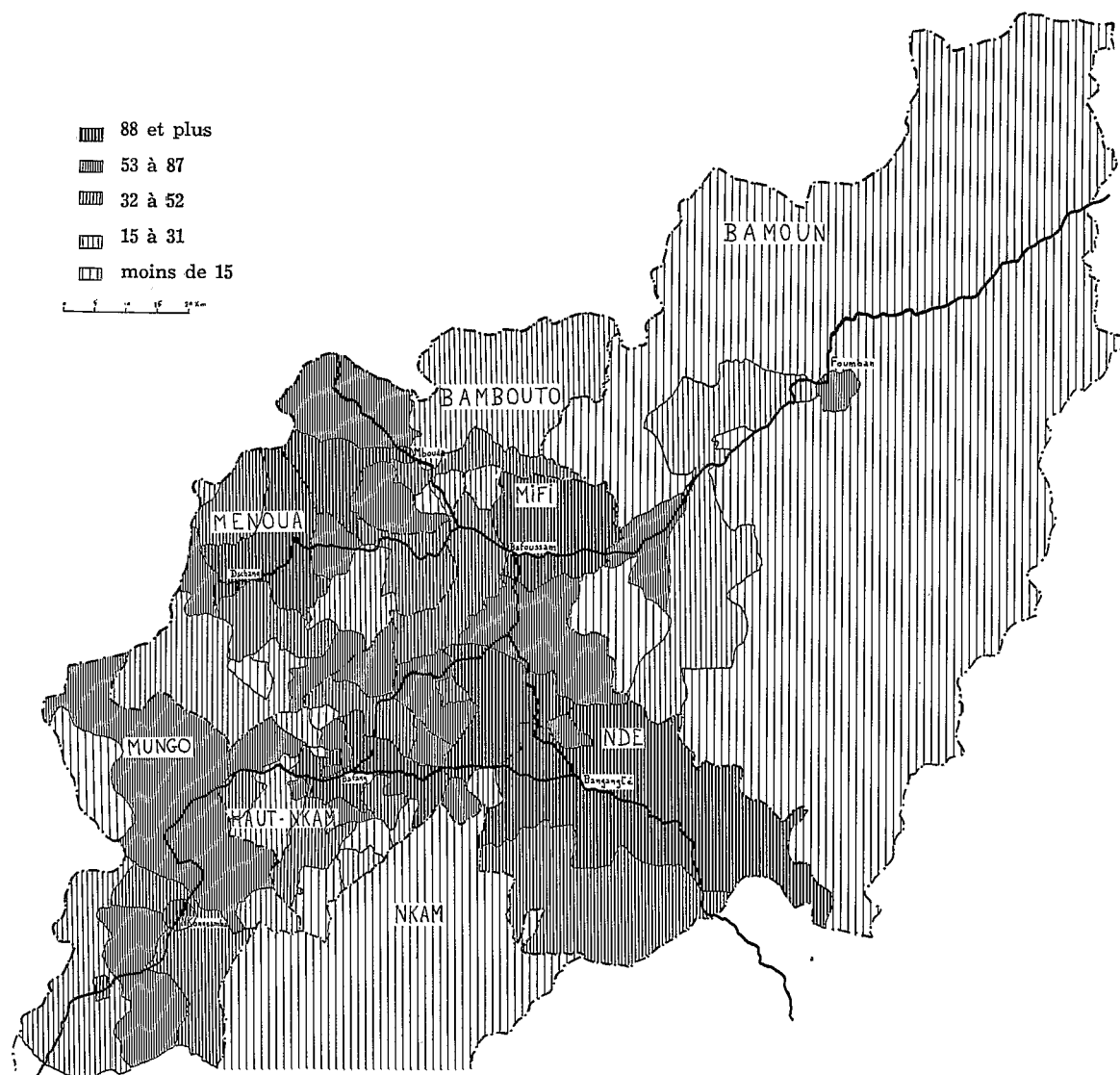
(3) Circonscriptions situées à l'écart des principales voies de communication.

Ainsi, parmi les unités proches d'un hôpital, 71 % ont une forte fréquentation hospitalière (classes I et II) et 7 % une fréquentation faible (classes IV et V). A l'inverse, parmi les zones situées à l'écart des hôpitaux et des principales voies de communication, 26 % ont une fréquentation forte, et 55 % une fréquentation faible. Aucune corrélation nette, par contre, n'apparaît entre indice d'hospitalisation et présence d'une route (colonne 2) : la facilité de transport ne joue un rôle positif que jointe à la proximité.

En conclusion, il semble donc que la fréquentation hospitalière augmente en fonction de la proximité d'un hôpital. De fait, si l'on trace sur la carte un cercle de 15 km de rayon, on atteint à peu près toutes les circonscriptions ayant un taux élevé d'hospitalisation.

2. — L'indice de scolarisation.

La carte n° 4 montre la répartition des taux de scolarisation secondaire, divisés, comme pour la carte précédente, en quintiles d'effectifs équivalents.



CARTE 4. — Taux de scolarisation secondaire pour 10 000 hab.

Les indices les plus élevés correspondent aux villes, Foumban exceptée, et à des groupements proches : un arc de cercle sur les flancs des Mts Bambouto, allant de Mbouda à Dschang, la plupart des chefferies situées sur les routes Bafoussam-Bangangté et Bangangté-Bafang. Si l'on ajoute la deuxième classe, on retrouve pour l'essentiel le triangle Bafoussam-Bangangté-Bafang. Figurent aussi dans cette classe les villes de Foumban et de Foubot, et la plus grande partie de l'arrondissement de Mélong.

Les indices de faible scolarisation (classes IV et V) recouvrent la quasi-totalité du département Bamoun, le Nord du Nkam et quelques zones périphériques des départements bamiléké : Nord-Est des Bambouto (arrondissement de Galim), Sud-Ouest et Sud de la Ménoua, plusieurs groupements du Haut-Nkam et du Nord du Mungo. Ce sont là des zones éloignées des équipements et généralement mal desservies par les routes. Il convient cependant de mettre à part le cas du Bamoun : la scolarisation y est en effet nettement plus faible qu'ailleurs, aussi bien pour le primaire que pour le secondaire. Etudiant « les problèmes géographiques de l'enseignement au Cameroun », Y. Marguerat cite les taux suivants de scolarisation pour 1 000 habitants (pour l'enseignement secondaire, les chiffres sont basés sur le lieu de naissance et non sur le domicile des parents) :

Ndé	34 ‰ pour l'enseignement secondaire,	223 ‰ pour le primaire
Haut-Nkam	33	255
Mifi	23	230
Ménoua	15	219
Bambouto	10	218
Nkam	21	193
Mungo	5	220
Bamoun	5	175

La faible scolarisation secondaire du Bamoun est liée certainement à un nombre d'écoles primaires plus bas qu'ailleurs. Le pays bamoun, en effet, est en majorité musulman. Assez paradoxalement, cela ne se traduit pas comme en bien d'autres endroits par une plus faible scolarisation féminine (le CEG de Foumban, par exemple, avait en 1967-68 111 filles pour 151 garçons, alors que le premier cycle du lycée de Bafoussam n'avait au même moment que 94 filles pour 465 garçons). Mais les missions sont beaucoup moins nombreuses que dans les autres départements, et, partant, les écoles qu'elles contrôlent : elles assurent 22 % de la scolarisation primaire du Bamoun, contre 51 % dans le Ndé ou 63 % dans la Mifi.

Dans le tableau ci-dessus, les trois départements Ndé, Haut-Nkam et Mifi sont nettement en tête pour les taux de scolarisation, comme ils le sont sur les cartes que nous présentons. Les taux élevés du Nkam sont dus surtout à la partie méridionale du département, bien reliée à Douala, dont elle est toute proche. Il y a quelque divergence entre les taux du Mungo : bonne scolarisation primaire, faible scolarisation secondaire. N'est-elle pas due au fait que ce département est peuplé pour une part d'immigrés récents (Bamiléké en majorité), chez lesquels il est fréquent que les femmes aillent accoucher dans leur village d'origine ? Ceci expliquerait que les taux fondés sur les lieux de naissance soient plus faibles, pour ce département, que les indices fondés sur le domicile actuel des parents.

3. — La corrélation entre scolarisation et hospitalisation.

La superposition des deux cartes d'utilisation des hôpitaux et des lycées et collèges fait apparaître d'assez grandes similitudes. Si l'on regroupe les circonscriptions figurant dans les classes I ou II des deux classements, on voit apparaître :

- toutes les villes;
- à peu près toutes les chefferies situées de part et d'autre du triangle routier Bafoussam-Bafang-Bangangté;

- des groupements voisins de Dschang, Bafang et Nkongsamba;
- quelques unités dispersées (chefferies de Babadjou, Fomopéa, Fotouni).

A l'opposé, les zones de faible utilisation des équipements sont :

- le département Bamoun, presque en entier;
- le Nord du Nkam;
- un certain nombre de chefferies situées à la périphérie des départements dont elles font partie (notamment dans la Ménoua et les Bambouto).

La corrélation entre les deux phénomènes a été calculée en tenant compte des rangs obtenus par chaque circonscription dans les deux classements. Le coefficient de corrélation s'établit à 0,605 pour 124 observations (1). On est donc bien en présence de deux faits qui varient dans le même sens.

Quelles conclusions peut-on en tirer au sujet de la comparaison entre citadins et ruraux ?

Incontestablement, les habitants des villes possédant les deux équipements considérés, c'est-à-dire les sept préfectures, sont favorisés et utilisent davantage les hôpitaux et collèges que les autres habitants. En zone rurale, il faut souligner le rôle incontestable des missions dans la diffusion de certains équipements tertiaires. Elles ont implanté à la campagne des éléments de vie urbaine; c'est le cas à Bafou, Bandjoun, Bangwa et Ndoungué. On note là aussi, bien que ce soit moins marqué que pour les préfectures, un effet cumulatif des équipements du secteur tertiaire, la mission elle-même étant considérée comme l'un d'eux. Pour le reste, la proximité des services, les facilités de liaison routière, la richesse relative d'une zone où l'argent circule beaucoup, expliquent la situation favorable d'un certain nombre de chefferies, mais sans que l'on puisse pour l'instant, à notre sens, en tirer d'autres lois d'une portée plus générale.

Une autre approche du même problème a été tentée par une étude plus détaillée effectuée au lycée de Bafoussam.

III. — LE LYCÉE DE BAFOUSSAM

Des questionnaires individuels ont été remplis par 771 élèves (sur 800) du lycée de Bafoussam. Les résultats partiels que nous avons extraits de cette enquête apportent nuances et précisions au schéma donné ci-dessus.

L'origine géographique des élèves est plus diversifiée si l'on retient simplement le second cycle et non, comme cela a été fait plus haut, l'ensemble des établissements de la ville. En effet, 38 % seulement sont domiciliés dans la Mifi. Le département suivant est le Mungo, qui fournit 11 % du recrutement, malgré l'existence à Nkongsamba d'un important lycée, bien antérieur à celui de Bafoussam. Ceci souligne la grande mobilité de la population scolaire. Ces élèves du Mungo sont vraisemblablement des enfants de migrants : le commerçant ou le planteur bamiléké installé dans ce département préfère souvent envoyer ses enfants à l'école (ou se faire hospitaliser) près de son village d'origine plutôt qu'à Nkongsamba s'il n'y habite pas.

(1) On n'a tenu compte que des circonscriptions ayant un indice supérieur à 0 dans chaque série. Le coefficient de corrélation utilisé est celui de Spearman, qui s'écrit :

$$\rho = 1 - \frac{6 \sum d^2}{N(N^2 - 1)}$$

où d représente la différence entre les rangs qu'obtient chaque unité dans les deux séries, et N le nombre d'observations.

Le recrutement des filles par contre est beaucoup plus concentré. Sur l'ensemble du lycée, 57 % viennent de la Mifi, l'arrondissement de Bafoussam fournissant à lui seul 44 % de l'effectif total. Concentration également au profit des villes d'où viennent 74 % des lycéennes (contre 42 % pour les garçons). Cette scolarisation plus faible des filles d'origine campagnarde est due pour une part au problème du logement à Bafoussam : en l'absence d'internat, les parents hésitent à envoyer une fille seule à la ville s'ils n'y ont pas déjà un membre de leur famille (74 % des filles logent chez un parent contre 32 % seulement des garçons).

L'examen de la profession des pères des élèves révèle aussi des différences marquées entre filles et garçons.

Profession du père	garçons	filles
Cultivateur	63,5 %	36,8 %
Commerçant, artisan	12 %	21 %
Fonctionnaire	10,6 %	27,2 %
Salarié	6,5 %	11,4 %
pas de réponse	7,2 %	3,5 %

L'enquête démographique par sondage de 1964 avait estimé que les cultivateurs représentaient 76 % de la population active masculine dans les départements bamiléké. Les chiffres du tableau ci-dessus montrent donc une scolarisation faible des filles de cultivateurs, mais beaucoup moins des garçons. Pour ces derniers le « déficit » de scolarisation ne serait que de 12,5 %, ce qui est relativement peu. Peut-être cela s'explique-t-il en partie par le fait qu'un nombre non négligeable de cultivateurs résident à Bafoussam, où ils représentent le quart de la population active masculine.

Par contre les fonctionnaires représentent incontestablement une catégorie sociale privilégiée, puisque constituant 5,3 % de la population active masculine, ils fournissent près de 11 % des élèves garçons et plus de 27 % des filles.

*

**

L'Ouest du Cameroun constitue sans doute un cas un peu particulier au regard de l'urbanisation. Celle-ci est récente et ne date guère que d'une dizaine d'années. Mais elle a pris appui sur un peuplement très dense, un réseau routier relativement développé, très bien relié à Douala et une économie déjà largement monétarisée; bien avant cette urbanisation, un maillage dense de marchés importants et une émigration abondante avaient habitué les gens à une circulation intense des hommes et des biens. Il n'est donc pas étonnant que cet essor urbain ait été très rapide, favorisé en outre par la multiplication des postes administratifs et la création de nombreuses routes et pistes; l'une et l'autre étant liées d'ailleurs aux opérations de maintien de l'ordre des années 1958-1962. Sous-préfectures et districts ne sont encore que de petits centres pour la plupart, auxquels fait défaut un équipement spécifiquement urbain. Mais les préfectures s'affirment sans conteste comme de véritables villes. D'autre part, la faible distance qui les sépare fait que le rayonnement urbain s'étend sans discontinuité dans certains cas (par exemple de Bafoussam à Bangangté et à Bafang, et entre ces dernières) sur toute la campagne. On est tenté d'en conclure à un développement urbain relativement harmonieux, où les services des villes sont largement utilisés par les habitants des campagnes. Les exemples analysés ci-dessus ne portent cependant que sur deux types d'équipements, il serait intéressant de compléter cette étude des conséquences de l'urbanisation par l'examen d'autres critères comme la circulation des biens et de la monnaie.

COLLOQUES INTERNATIONAUX
DU
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sciences Humaines

LA CROISSANCE URBAINE
EN AFRIQUE NOIRE
ET A MADAGASCAR

TALENCE
29 septembre - 2 octobre 1970

EXTRAIT

ÉDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
15, quai Anatole-France - Paris-VII
1972

- 4 OCT. 1972
O. R. S. I. O. M.
Collection de Références.

CHAMPAUD(S.)

B 5652

5652 (9-1972)